



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 75.097/2
du 19 janvier 2024

advies 75.097/2
van 19 januari 2024

sur

over

un avant-projet de loi 'portant
des dispositions financières
diverses'

een voorontwerp van wet
'houdende diverse financiële
bepalingen'

Le 13 décembre 2023, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, chargé de la Coordination de la lutte contre la fraude et de la Loterie nationale à communiquer un avis dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi 'portant des dispositions financières diverses'.

L'avant-projet a été examiné par la deuxième chambre le 17 janvier 2024. La chambre était composée de Patrick RONVAUX, président de chambre, Christine HOREVOETS et Pierre-Olivier DE BROUX, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Marianne DONY, assesseurs, et Esther CONTI, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Anne-Stéphanie RENSON, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre-Olivier DE BROUX.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 19 janvier 2024.

*

Op 13 december 2023 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Financiën, belast met de Coördinatie van de fraudebestrijding en de Nationale loterij verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'houdende diverse financiële bepalingen'.

Het voorontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 17 januari 2024. De kamer was samengesteld uit Patrick RONVAUX, kamervoorzitter, Christine HOREVOETS en Pierre-Olivier DE BROUX, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Marianne DONY, assessoren, en Esther CONTI, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Anne-Stéphanie RENSON, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre-Olivier DE BROUX.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 19 januari 2024.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet[‡], à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. L'article 36, paragraphe 4, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)' (ci-après : le « RGPD »), combiné avec l'article 57, paragraphe 1, c), et le considérant 96 de son préambule et, le cas échéant, l'article 2, alinéa 2, de la loi du 30 juillet 2018 'relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel', prévoit une obligation de consulter l'autorité de contrôle, en l'occurrence l'Autorité de protection des données visée dans la loi du 3 décembre 2017 'portant création de l'Autorité de protection des données', dans le cadre de l'élaboration d'une proposition de mesure législative devant être adoptée par un parlement national, ou d'une mesure réglementaire fondée sur une telle mesure législative, qui se rapporte au traitement de données à caractère personnel.

En l'espèce, l'article 11 de l'avant-projet règle des traitements de données à caractère personnel.

Interrogée à cet égard, la déléguée du Ministre a indiqué qu'une demande d'avis sera bien adressée à l'Autorité de protection des données s'agissant de l'article 11 de l'avant-projet.

L'auteur de l'avant-projet veillera par conséquent à l'accomplissement de cette formalité.

2. Interrogée au sujet de la consultation préalable de la Banque centrale européenne, prévue par l'article 2, paragraphe 1, de la décision 98/415/CE du Conseil du 29 juin 1998 'relative à la consultation de la Banque centrale européenne par les autorités nationales au sujet des projets de réglementation', concernant l'article 2 de l'avant-projet, la déléguée du Ministre a répondu que :

« Le texte en projet a été soumis au représentant de la BCE en charge de l'examen des dispositions de droit belge, aux fins d'obtenir la confirmation ou l'infirmerie de ce que la disposition en projet doit faire l'objet d'un avis formel de la BCE. Il en ressort, qu'à ce stade, il est estimé qu'un avis de la BCE s'avère nécessaire ».

L'auteur de l'avant-projet veillera par conséquent à l'accomplissement de cette formalité.

[‡] S'agissant d'un avant-projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

3. Si l'accomplissement des formalités devait encore donner lieu à des modifications du texte soumis au Conseil d'État sur des points autres que de pure forme et ne résultant pas des suites réservées au présent avis, les dispositions modifiées ou ajoutées devraient être soumises à l'avis de la section de législation conformément à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État'.

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET

Article 2 (nouveau)

Dès lors que l'article 6 de l'avant-projet tend à transposer l'article 1^{er}, paragraphe 6, de la directive (UE) 2019/1160 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 'modifiant les directives 2009/65/CE et 2011/61/UE en ce qui concerne la distribution transfrontalière des organismes de placement collectif', il en sera fait mention dans l'avant-projet conformément à l'article 3, paragraphe 1, alinéa 3, de cette directive.

Par conséquent, il y a lieu de compléter le dispositif par un article mentionnant que l'avant-projet transpose partiellement la directive précitée ¹.

La numérotation des dispositions subséquentes sera modifiée en conséquence.

Article 2 (devenant l'article 3)

L'article 36/43/1 en projet est inséré dans la section 5 du chapitre IV/3 de la loi du 22 février 1998 'fixant le statut organique de la Banque nationale de Belgique'. Ce chapitre est intitulé « Missions de la Banque dans le cadre de la contribution à la stabilité du système financier » et constitue la mise en œuvre de sa mission de contribuer à la stabilité du système financier, définie à l'article 12, § 1^{er}, de la loi du 22 février 1998.

Dans le cadre de cette mission particulière, plusieurs dispositions de la section 5 du chapitre IV/3 prévoient des règles dérogatoires ou spécifiques parmi lesquelles une dérogation à la loi du 11 avril 1994 'relative à la publicité de l'administration' (article 36/43), une dérogation aux règles de responsabilité civile (article 36/44) ainsi que des amendes pénales pour la personne « qui ne respecte pas les mesures imposées en vertu du présent Chapitre » (article 36/46, alinéa 1^{er}, 3^o).

En insérant l'article 36/43/1 en projet au sein de ce chapitre IV/3 de la loi du 22 février 1998, la question se pose de savoir si l'intention de l'auteur de l'avant-projet est bien de soumettre la qualité de membre du Comité de surveillance instauré au sein de la société anonyme de droit français Dexia Crédit local à ce régime juridique particulier.

¹ *Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », formule F 4-1-2-1.

Il paraît ressortir du commentaire de la disposition que l'objectif est tout au plus de désigner la Banque nationale de Belgique comme membre du comité de surveillance de Dexia Crédit Local au motif que les autorités prudentielles nationales seraient mieux à même de guider la transition du groupe vers l'application d'un régime réglementaire spécifique en œuvrant vers la résolution de Dexia en dehors du cadre d'un agrément bancaire.

Si tel est le cas, la disposition trouverait mieux sa place au sein d'un autre chapitre de la loi du 22 février 1998, par exemple au sein du chapitre IV/4 intitulé « Missions spécifiques de la Banque concernant la prévention et la gestion de crises et de risques dans le secteur financier ».

Si, en revanche, l'intention est effectivement de soumettre le dispositif au régime particulier prévu par la section 5 du chapitre IV/3 de la loi du 22 février 1998, l'article 36/43/1 en projet sera clarifié en ce sens. Dans ce cas, il conviendra de justifier en quoi chacune des mesures de ce régime particulier est nécessaire au regard des objectifs poursuivis par l'auteur du projet.

La disposition examinée sera revue à la lumière de la présente observation.

Article 3 (devenant l'article 4)

1.1. L'article 37*septies*, § 1^{er}, 2^o et 3^o, en projet entend confier à la FSMA les missions dévolues à l'autorité compétente par l'article 29, paragraphes 4 et 5, du règlement 2017/2402 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2017 'créant un cadre général pour la titrisation ainsi qu'un cadre spécifique pour les titrisations simples, transparentes et standardisées, et modifiant les directives 2009/65/CE, 2009/138/CE et 2011/61/UE et les règlements (CE) n° 1060/2009 et (UE) n° 648/2012' (ci-après : le « règlement 2017/2402 »).

1.2. L'article 29, paragraphes 4 et 5, du règlement 2017/2402 impose aux États membres d'informer la Commission européenne et l'Autorité européenne des marchés financiers (ci-après : l'« AEMF ») de la désignation des autorités compétentes pour les missions visées dans ces deux paragraphes au plus tard respectivement les 1^{er} et 18 janvier 2019.

Interrogée à cet égard, la déléguée du Ministre a précisé que :

« En effet, les notifications mentionnées à l'article 29, § 4 et § 5 du règlement 2017/2402 n'ont pas encore pu être effectuées dans la mesure où les autorités compétentes belges pour ces deux articles n'ont pas encore été officiellement désignées ».

Suite à l'adoption de l'avant-projet à l'examen, l'on veillera par conséquent à en informer la Commission européenne et l'AEMF.

1.3. Les 2^o et 3^o de l'article 37*septies*, § 1^{er}, en projet visent notamment tous les deux le contrôle des missions visées à l'article 29, paragraphe 5, du règlement 2017/2402.

Dans un souci de sécurité juridique et pour éviter toute confusion, il sera précisé que s'agissant de l'article 29, paragraphe 5, du règlement 2017/2402, le 2° en projet a trait au contrôle du respect des obligations énoncées aux articles 18 à 27 du même règlement, ce qui permettra de le distinguer du 3° en projet qui précise, quant à lui, qu'il concerne le contrôle du respect des obligations découlant de l'article 28 du même règlement.

Article 7 (devant l'article 8)

L'article 7 entend préciser le délai et les modalités de transmission de la déclaration relative au constat éventuel de mécanismes particuliers visée à l'article 106, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 5°, de la loi du 3 août 2012 'relative aux organismes de placement collectif qui répondent aux conditions de la directive 2009/65/CE et aux organismes de placement en créances'. L'intention est ainsi de transmettre cette déclaration au plus tard au même moment que les conclusions de l'évaluation visée à l'article 106, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, de la loi du 3 août 2012 précitée et selon les mêmes modalités.

Or, l'article 106, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, de la loi du 3 août 2012 précitée ne précise ni le délai ni les modalités de transmission des conclusions de l'évaluation.

Interrogée à cet égard, la déléguée du Ministre a explicité que :

« La référence au point 1° vise l'évaluation des mesures de contrôle interne. Les modalités (et le délai de transmission à la FSMA) sont définies dans une circulaire de la FSMA ».

Ce faisant, l'intention est en réalité de confier à la FSMA le soin de définir, par voie de circulaire, le délai et les modalités de transmission des conclusions de la déclaration visée au 5°.

Le but poursuivi étant que les normes à adopter aient valeur réglementaire, il y a lieu d'intégrer le contenu de celles-ci dans un règlement adopté conformément à l'article 64, alinéa 1^{er}, de la loi du 2 août 2002 'relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers' ². Ce règlement ne sortira ses effets qu'après son approbation par le Roi et sa publication au *Moniteur belge*, conformément à l'alinéa 3 de ce même article.

La même observation vaut pour les articles 8 et 10.

² Dès lors qu'il s'agit bien ici d'un élément d'ordre technique.

Article 11 (devenant l'article 12)

Conformément à l'article 22 de la Constitution, tout traitement de données à caractère personnel et, plus généralement, toute ingérence dans le droit à la vie privée, est soumis au respect du principe de légalité formelle. En réservant au législateur compétent le pouvoir de fixer dans quels cas et à quelles conditions il peut être porté atteinte au droit au respect de la vie privée, l'article 22 de la Constitution garantit à tout citoyen qu'aucune ingérence dans l'exercice de ce droit ne peut avoir lieu qu'en vertu de règles adoptées par une assemblée délibérante, démocratiquement élue. Une délégation à un autre pouvoir n'est toutefois pas contraire au principe de légalité pour autant que l'habilitation soit définie de manière suffisamment précise et porte sur l'exécution de mesures dont les « éléments essentiels » sont fixés préalablement par le législateur.

Par conséquent, les « éléments essentiels » du traitement de données à caractère personnel doivent être fixés dans la loi elle-même. À cet égard, la section de législation du Conseil d'État et la Cour constitutionnelle considèrent que, quelle que soit la matière concernée, constituent, en principe, des « éléments essentiels » les éléments suivants : 1°) les catégories de données traitées ; 2°) les catégories de personnes concernées ; 3°) la finalité poursuivie par le traitement ; 4°) les catégories de personnes ayant accès aux données traitées ; et 5°) le délai maximal de conservation des données ³.

L'article 11 sera par conséquent complété afin d'y inscrire la durée de traitement des données à caractère personnel visées ⁴.

L'auteur de l'avant-projet s'assurera en outre que l'accès conféré par l'article 11 à l'ensemble des données visées à l'article 3 de la loi du 8 août 1983 'organisant un Registre national des personnes physiques' est strictement nécessaire pour rencontrer la finalité poursuivie, compte tenu du principe de minimisation des données tel qu'il est consacré par l'article 5, paragraphe 1, c), du RGPD.

*

³Avis 68.936/AG donné le 7 avril 2021 sur un avant-projet devenu la loi du 14 août 2021 'relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique', observation n° 101 (*Doc. parl.*, Chambre, 2020-2021, n° 55-1951/001, p. 119). Voir aussi C.C., 10 mars 2022, n° 33/2022, B.13.1 ; 22 septembre 2022, n° 110/2022, B.11.2.

⁴ Dès lors que l'article 11 de l'avant-projet ne prévoit pas seulement un accès à des données du Registre national des personnes physiques, mais prévoit en outre la possibilité, pour l'Agence de la dette, de constituer un dossier reprenant la copie papier ou électronique des données consultées. Il y a donc lieu de préciser la durée de conservation de ces copies.

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp,[‡] de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. Artikel 36, lid 4, van verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)’ (hierna: “de AVG”), gelezen in samenhang met artikel 57, lid 1, c), en overweging 96 van de preambule ervan, alsook in voorkomend geval met artikel 2, tweede lid, van de wet van 30 juli 2018 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens’, schrijft voor dat de toezichthoudende autoriteit, *in casu* de Gegevensbeschermingsautoriteit bedoeld in de wet van 3 december 2017 ‘tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit’, moet worden geraadpleegd bij het opstellen van een voorstel voor een door een nationaal parlement vast te stellen wetgevingsmaatregel, of een daarop gebaseerde regelgevingsmaatregel, in verband met de verwerking van persoonsgegevens.

In casu organiseert artikel 11 van het voorontwerp verwerkingen van persoonsgegevens.

Op een vraag in dat verband heeft de gemachtigde van de minister geantwoord dat de Gegevensbeschermingsautoriteit inderdaad om advies moet worden verzocht over artikel 11 van het voorontwerp.

De steller van het voorontwerp moet er bijgevolg op toezien dat dat vormvereiste wordt vervuld.

2. Op de vraag of de Europese Centrale Bank vooraf is geraadpleegd over artikel 2 van het voorontwerp, zoals voorgeschreven door artikel 2, lid 1, van beschikking 98/415/EG van de Raad van 29 juni 1998 ‘betreffende de raadpleging van de Europese Centrale Bank door de nationale autoriteiten over ontwerpen van wettelijke bepalingen’, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“Le texte en projet a été soumis au représentant de la BCE en charge de l’examen des dispositions de droit belge, aux fins d’obtenir la confirmation ou l’information de ce que

[‡] Aangezien het om een voorontwerp van wet gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

la disposition en projet doit faire l'objet d'un avis formel de la BCE. Il en ressort, qu'à ce stade, il est estimé qu'un avis de la BCE s'avère nécessaire."

De steller van het voorontwerp moet er bijgevolg op toezien dat dat vormvereiste wordt vervuld.

3. Indien de aan de Raad van State voorgelegde tekst naar aanleiding van het vervullen van die vormvereisten nog wijzigingen zou ondergaan die niet louter vormelijk zijn en niet voortvloeien uit het gevolg dat aan dit advies wordt gegeven, moeten de gewijzigde of toegevoegde bepalingen op hun beurt om advies aan de afdeling Wetgeving worden voorgelegd, overeenkomstig artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten 'op de Raad van State'.

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP

Artikel 2 (nieuw)

Aangezien artikel 6 van het voorontwerp strekt tot omzetting van artikel 1, lid 6, van richtlijn (EU) 2019/1160 van het Europees Parlement en de Raad van 20 juni 2019 'tot wijziging van Richtlijnen 2009/65/EG en 2011/61/EU met betrekking tot de grensoverschrijdende distributie van instellingen voor collectieve belegging', moet het voorontwerp daarvan melding maken, overeenkomstig artikel 3, lid 1, derde alinea, van die richtlijn.

Bijgevolg moet het dispositief worden aangevuld met een artikel waarin wordt vermeld dat het voorontwerp de voornoemde richtlijn gedeeltelijk omzet.¹

De daaropvolgende bepalingen moeten dienovereenkomstig worden hernummerd.

Artikel 2 (dat artikel 3 wordt)

Het ontworpen artikel 36/43/1 wordt ingevoegd in afdeling 5 van hoofdstuk IV/3 van de wet van 22 februari 1998 'tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België'. Dat hoofdstuk heeft als opschrift "Taken van de Bank in het kader van haar opdracht om bij te dragen tot de stabiliteit van het financiële stelsel", en het vormt de tenuitvoerlegging van

¹ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", formule F 4-1-2-1.

de taak van de Bank die in artikel 12, § 1, van de wet van 22 februari 1998 wordt omschreven, namelijk bij te dragen tot de stabiliteit van het financiële stelsel.

In het kader van die bijzondere taak voorzien verscheidene bepalingen van afdeling 5 van hoofdstuk IV/3 in afwijkende of specifieke regels, waaronder een afwijking van de wet van 11 april 1994 ‘betreffende de openbaarheid van bestuur’ (artikel 36/43), een afwijking van de regels inzake burgerlijke aansprakelijkheid (artikel 36/44) alsook strafrechtelijke geldboetes voor de persoon “die de krachtens dit Hoofdstuk opgelegde maatregelen niet naleeft” (artikel 36/46, eerste lid, 3°).

Doordat het ontworpen artikel 36/43/1 in dat hoofdstuk IV/3 van de wet van 22 februari 1998 wordt ingevoegd, rijst de vraag of het wel de bedoeling is van de steller van het voorontwerp om die bijzondere rechtsregels toe te passen op het lidmaatschap van het Comité van Toezicht, opgericht binnen de naamloze vennootschap naar Frans recht Dexia Crédit Local.

Uit de commentaar op de bepaling lijkt voort te vloeien dat het hoogstens de bedoeling is om de Nationale Bank van België te benoemen tot lid van het Comité van Toezicht van Dexia Crédit Local omdat de nationale prudentiële autoriteiten beter in staat zouden zijn om de overgang van de groep naar de toepassing van een specifieke regelgeving te begeleiden door de afwikkeling van Dexia te bewerkstelligen buiten het kader van een bankvergunning.

Als dat het geval is, hoort de bepaling veeleer thuis in een ander hoofdstuk van de wet van 22 februari 1998, bijvoorbeeld in hoofdstuk IV/4, met als opschrift “Specifieke opdrachten van de Bank in verband met het voorkomen en het beheer van crisissen en risico’s in de financiële sector”.

Als het daarentegen daadwerkelijk de bedoeling is op het dispositief de bijzondere regeling toe te passen waarin afdeling 5 van hoofdstuk IV/3 van de wet van 22 februari 1998 voorziet, moet het ontworpen artikel 36/43/1 in die zin worden verduidelijkt. In dat geval dient men aan te tonen in hoeverre elke maatregel van die bijzondere regeling noodzakelijk is in het licht van de doelstellingen die de steller van het ontwerp nastreeft.

De voorliggende bepaling moet in het licht van deze opmerking worden herzien.

Artikel 3 (dat artikel 4 wordt)

1.1. Het ontworpen artikel 37*septies*, § 1, 2° en 3°, belast de FSMA met de taken die aan de bevoegde autoriteit worden toegewezen bij artikel 29, leden 4 en 5, van verordening 2017/2402 van het Europees Parlement en de Raad van 12 december 2017 ‘tot vaststelling van een algemeen kader voor securitisatie en tot instelling van een specifiek kader voor eenvoudige, transparante en gestandaardiseerde securitisatie, en tot wijziging van de

Richtlijnen 2009/65/EG, 2009/138/EG en 2011/61/EU en de Verordeningen (EG) nr. 1060/2009 en (EU) nr. 648/2012' (hierna: "verordening 2017/2402").

1.2. Artikel 29, leden 4 en 5, van verordening 2017/2402 verplicht de lidstaten ertoe de Europese Commissie en de Europese Autoriteit voor effecten en markten (hierna: de "ESMA") uiterlijk op respectievelijk 1 en 18 januari 2019 op de hoogte te brengen van de aanwijzing van de autoriteiten die bevoegd zijn voor de taken bedoeld in die twee leden.

Op een vraag daarover heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

"En effet, les notifications mentionnées à l'article 29, § 4 et § 5 du règlement 2017/2402 n'ont pas encore pu être effectuées dans la mesure où les autorités compétentes belges pour ces deux articles n'ont pas encore été officiellement désignées."

Na de aanneming van het voorliggende voorontwerp dient men er bijgevolg op toe te zien dat de Europese Commissie en de ESMA daarvan op de hoogte worden gebracht.

1.3. De bepalingen onder 2° en 3° van het ontworpen artikel 37*septies*, § 1, hebben allebei in het bijzonder betrekking op het toezicht op de taken bedoeld in artikel 29, lid 5, van verordening 2017/2402.

In verband met artikel 29, lid 5, van verordening 2017/2402, dient, ter wille van de rechtszekerheid en om elke verwarring te voorkomen, nader te worden gesteld dat de ontworpen bepaling onder 2° betrekking heeft op het toezicht op de naleving van de verplichtingen die in de artikelen 18 tot 27 van dezelfde verordening worden vermeld. Op die manier wordt duidelijk wat het onderscheid is met de ontworpen bepaling onder 3°, waarin staat dat deze betrekking heeft op het toezicht op de naleving van de verplichtingen die voortvloeien uit artikel 28 van dezelfde verordening.

Artikel 7 (dat artikel 8 wordt)

Wat betreft de eventuele vaststelling van bijzondere mechanismen, verduidelijkt artikel 7 binnen welke termijn en op welke wijze men de verklaring in kwestie moet bezorgen, bedoeld in artikel 106, § 1, eerste lid, 5°, van de wet van 3 augustus 2012 'betreffende de instellingen voor collectieve belegging die voldoen aan de voorwaarden van Richtlijn 2009/65/EG en de instellingen voor belegging in schuldvorderingen'. Het is de bedoeling die verklaring zodoende uiterlijk op hetzelfde moment en op dezelfde wijze te bezorgen als de bevindingen van de beoordeling bedoeld in artikel 106, § 1, eerste lid, 1°, van de voornoemde wet van 3 augustus 2012.

In artikel 106, § 1, eerste lid, 1°, van de voornoemde wet van 3 augustus 2012 wordt evenwel niet duidelijk aangegeven binnen welke termijn en op welke wijze de bevindingen van de beoordeling moeten worden bezorgd.

Naar aanleiding van een vraag daarover heeft de gemachtigde van de minister de volgende verduidelijking gegeven:

“La référence au point 1° vise l'évaluation des mesures de contrôle interne. Les modalités (et le délai de transmission à la FSMA) sont définies dans une circulaire de la FSMA.”

Zodoende is het in feite de bedoeling de FSMA op te dragen via een omzendbrief te bepalen binnen welke termijn en op welke wijze de conclusies van de verklaring die in de bepaling onder 5° wordt bedoeld, moeten worden bezorgd.

Aangezien de nagestreefde doelstelling erin bestaat dat de vast te stellen normen verordenende waarde zouden hebben, moet de inhoud van die normen worden opgenomen in een reglement dat wordt vastgesteld overeenkomstig artikel 64, eerste lid, van de wet van 2 augustus 2002 ‘betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten’.² Dat reglement zal slechts uitwerking hebben na goedkeuring door de Koning en na bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*, zoals in het derde lid van datzelfde artikel wordt bepaald.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 8 en 10.

Artikel 11 (dat artikel 12 wordt)

Krachtens artikel 22 van de Grondwet geldt voor elke verwerking van persoonsgegevens en, meer in het algemeen, voor elke inmenging in het recht op het privéleven dat het formeel legaliteitsbeginsel in acht moet worden genomen. Doordat artikel 22 van de Grondwet aan de bevoegde wetgever de bevoegdheid voorbehoudt om vast te stellen in welke gevallen en onder welke voorwaarden afbreuk kan worden gedaan aan het recht op eerbiediging van het privéleven, waarborgt het aan elke burger dat geen enkele inmenging in dat recht kan plaatsvinden dan krachtens regels die zijn aangenomen door een democratisch verkozen beraadslagende vergadering. Een delegatie aan een andere macht is evenwel niet in strijd met het wettelijkheidsbeginsel voor zover de machtiging voldoende nauwkeurig is omschreven en betrekking heeft op de tenuitvoerlegging van maatregelen waarvan de “essentiële elementen” voorafgaandelijk door de wetgever zijn vastgesteld.

Bijgevolg moeten de “essentiële elementen” van de verwerking van persoonsgegevens in de wet zelf worden vastgelegd. In dat verband zijn de afdeling Wetgeving van de Raad van State en het Grondwettelijk Hof van oordeel dat, ongeacht wat de aard van de betrokken aangelegenheid is, de volgende elementen in beginsel “essentiële elementen” uitmaken: 1°) de categorieën van verwerkte gegevens; 2°) de categorieën van betrokken personen; 3°) de met de verwerking nagestreefde doelstelling; 4°) de categorieën van personen die toegang hebben tot de verwerkte gegevens; en 5°) de maximumtermijn voor het bewaren van de gegevens.³

² Aangezien het hier wel degelijk een technisch punt betreft.

³ Advies 68.936/AV van 7 april 2021 over een voorontwerp dat heeft geleid tot de wet van 14 augustus 2021 ‘betreffende de maatregelen van bestuurlijke politie tijdens een epidemische noodsituatie’, opmerking 101 (*Parl.St.* Kamer 2020-21, nr. 55-1951/001, 119). Zie ook GwH 10 maart 2022, nr. 33/2022, B.13.1; 22 september 2022, nr. 110/2022, B.11.2.

Artikel 11 moet dus worden aangevuld zodat het vermeldt hoelang de bedoelde persoonsgegevens mogen worden verwerkt.⁴

Voorts moet de steller van het voorontwerp zich ervan vergewissen dat de toegang die bij artikel 11 wordt verleend tot alle gegevens bedoeld in artikel 3 van de wet van 8 augustus 1983 ‘tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen’ strikt noodzakelijk is om de nagestreefde doelstelling te bereiken, gelet op het beginsel van minimale gegevensverwerking, verankerd in artikel 5, lid 1, c), van de AVG.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Esther CONTI

Patrick RONVAUX

⁴ Artikel 11 van het voorontwerp voorziet namelijk niet enkel dat het Agentschap van de Schuld toegang krijgt tot gegevens van het Rijksregister van de natuurlijke personen, maar ook dat het een dossier kan samenstellen waarin een afschrift op papier of op een elektronische informatiedrager wordt opgenomen van de geraadpleegde gegevens. Er dient dan ook te worden verduidelijkt hoelang die afschriften mogen worden bewaard.